

Le tabac, roi de la pub dans les pays pauvres

MARKETING Selon l'OMS, les campagnes y sont plus agressives

Les publicités en faveur du tabac sont loin d'être taboues dans les pays en voie de développement. Selon une étude publiée récemment par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), « les personnes qui vivent dans des pays pauvres sont exposées à des formes de marketing du tabac plus agressives que celles qui vivent dans des pays riches ». Un constat notamment vérifié en Inde, au Pakistan et au Zimbabwe, où les chercheurs à l'origine de l'étude ont observé 81 fois plus de publicités pour le tabac que dans les pays au revenu élevé. « L'industrie marketing du tabac est plus active dans les pays pauvres, parce que c'est plus difficile d'y faire respecter les législations », explique Luk Joossens, de la Fondation contre le cancer.

Malgré la création, en 2005, de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, et l'adoption de celle-ci par 168 États signataires, ceux-ci ne sont pas tous à cheval sur les mesures et réglementations y figurant. C'est que, en effet, les territoires plus pauvres souffrent davantage d'un appareil législatif moins développé et d'un contrôle de l'État plus faible. Selon Pierre Bizel, porte-parole de la coalition nationale contre le tabac, « cela ouvre d'autant plus de portes à la corruption ».

« Jouer sur la faiblesse des États, sans aucune mauvaise conscience »

PIERRE BIZEL (COALITION NATIONALE CONTRE LE TABAC)

« Souvent, les gouvernements ont conclu des accords avec l'industrie du tabac, soit pour ne pas signer la Convention, soit pour ne pas la respecter », développe le porte-parole. On le constate d'ailleurs, pour l'Inde et le Pakistan, qui ont tous deux signé les mesures de 2005. « Ces accords avec l'industrie contribuent directement au budget de l'État, ajoute-t-il. C'est le gros problème des pays pauvres, qui n'ont que très peu de moyens et trouvent, dans la corruption, une source de revenus. »

Une faiblesse que les industries ont bien comprise, et dont elles profitent. Comme stipulé dans l'étude de l'OMS, la vente de tabac baisse dans les pays riches, et rendre les gens dépendants au tabac dans les pays à revenu faible « permet d'assurer la rentabilité future du secteur ». D'après Pierre Bizel, il s'agit de « se rabattre sur les gens pauvres, jouer sur la faiblesse des États sans aucune mauvaise conscience ». Si lutter contre le fléau de la corruption quotidienne dans ces pays

paraît hors de portée ou d'une difficulté incommensurable, peut-on tout de même imaginer une solution pour ces territoires tant influencés ? D'un côté, Luk Joossens expose que l'OMS serait le premier acteur en mesure de les aider, « en créant une loi qui ne prévoirait aucune exception, empêchant les États d'y déroger, et ne laisserait aucune porte ouverte à la corruption ». D'un autre côté, Pierre Bizel affirme : « On peut les aider en luttant ensemble, en leur permettant de s'appuyer sur nous, sur des pays où la consommation de tabac se trouve sur une pente descendante. » Selon lui, des plans de lutte sont à prévoir, de même que des mesures plus radicales « comme une interdiction de fumer dans les lieux publics », par exemple.

En effet, si la publicité et le marketing encouragent les populations les plus faibles à la consommation du tabac, ce n'est qu'un des nœuds du problème. Cigarettes autorisées dans les lieux publics, exposition à la fumée, manque de communication et de sensibilisation face aux dangers liés au tabac... Autant de causes pour une conséquence effrayante : « Le tabagisme sera à l'origine de 8,4 millions de décès d'ici 2020, dont 70 % dans les pays en développement, où vivent environ 900 millions de fumeurs », d'après les experts. Des chiffres qui « devraient connaître une hausse considérable si les obligations de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ne sont pas rapidement mises en œuvre ». ■

VALENTINE ANTOINE